

# Libérer le travail, c'est enchaîner les travailleur.ses

Cinq points parmi tant d'autres de l'incroyable régression sociale du gouvernement Macron-Philippe imposée par ordonnances.

**CDI, c'est le chantier :** avec le contrat de chantier, toute personne peut être embauchée pour une tâche précise, même pour une heure par semaine pendant seulement quelques mois, voire même pour une heure tout court. Il est renouvelable à l'infini : le CDI actuel disparaît. On peut imaginer des contrats renouvelés heure après heure, des journées de 12, 16 heures de travail avec plusieurs contrats et donc sans heures supplémentaires.

**Le plus grand plan de licenciement de l'histoire :** le gouvernement licencie 260 000 emplois aidés (460 000 en 2016, moins de 200 000 prévus en 2018) dans les secteurs essentiels à la cohésion sociale. Sans aucun préavis, ni indemnité, ni reclassement, en contradiction avec le droit international (convention 158 de l'OIT).

**Baisse des APL :** 5 € de moins par étudiant et famille pauvre par mois, soit 350 millions d'économie. De l'autre côté, en supprimant une partie de l'impôt sur la fortune (ISF), Macron redonne 2 milliards aux plus riches, soit six fois plus.

Avec la hausse de la CSG, même manœuvre : le gouvernement prend à certains (retraités) pour donner aux autres (entreprises).

Cerise sur le gâteau pour les patrons : la suppression des défenses et des protections des salariés (comité d'entreprise, comité hygiène et sécurité, délégué du personnel) et la division au moins par deux des indemnités prud'hommales en cas de licenciement abusif. C'est *open bar* pour les patrons : ils embauchent avec le contrat qu'ils veulent, et n'ont jamais tort quand ils licencient !



**Rejoignez les prochaines mobilisations  
et demandez du soutien pour vos grèves !  
(cantinages - occupations - grèves des loyers, etc.).**

**Rejoignez le Front social !**

Le Front social devrait rassembler l'ensemble des organisations partis, syndicats et associations opposés aux projets libéraux de ce gouvernement.

Merci de nous préciser votre position.

**Contacts : [front.social@free.fr](mailto:front.social@free.fr) (site : [www.solidarites04.free.fr](http://www.solidarites04.free.fr))**



# Rejoignons les mobilisations !

## mardi 12 septembre

Deux manifestations unitaires, à Digne et Manosque, ont réuni plus de 800 personnes.  
C'est le début d'un mouvement qui va grossir :

## samedi 16 septembre

Déambulation et distribution de ce tract sur Manosque.

## jeudi 21 septembre

**Manifestations à Digne, Manosque, Gap, Marseille, Avignon...**

Rejoignons les cortèges syndicaux avec nos initiatives... Appelons à des rassemblements dans nos villages, nos quartiers, nos lieux de travail pour discuter des ordonnances du gouvernement et des moyens d'y résister (grèves - occupations - boycott, etc.).

## samedi 23 septembre

**Manifestation nationale à Paris à l'appel de la France insoumise.**

Rejoignons la manifestation (des voyages aller-retour en car sont organisés par les comités locaux). Organisons partout des discussions au sujet des ordonnances du gouvernement et des moyens d'y résister (grèves - occupations - boycott, etc.).

- Fête des possibles à Forcalquier :  
groupe de parole autour de quelques ordonnances, vers des cahiers de doléances ?
- Fête des Alp'ternatives à Gap :  
la presse : outil de domination ou acteur de la démocratie ?

## lundi 25 septembre

**Début de la grève des routiers et des raffineries à l'appel de la CGT et FO transports.**

Organisons le soutien et le blocage du pays en multipliant les opérations escargots sur tout le territoire. Organisons des discussions sur la place publique sur les moyens de solidarités à mettre en place pour s'entraider pendant la durée d'une **grève générale du travail des loyers et de la consommation** dans tout le pays jusqu'au retrait des projets du gouvernement et la démission du premier ministre et de son équipe gouvernementale.

## jeudi 28 septembre

**Manifestations pour les retraités.**

Parce qu'une fois de plus le gouvernement s'attaque au pouvoir d'achat des retraités, aux services médicaux et sociaux, neuf organisations appellent à se mobiliser dans tous les départements sous des formes diverses.